

Quels que soient sa nationalité, sa situation administrative, son âge, son genre, aucune personne ne doit se retrouver à la rue.

Tous les soirs, à Poitiers, des personnes dorment à la rue. Qu'elles soient françaises ou immigrées avec ou sans papiers. Qu'elles soient mineures ou majeures. Qu'elles soient célibataires ou en famille avec ou sans enfants. Qu'elles soient en demande d'asile ou pas. Et s'il n'y en pas plus c'est uniquement grâce à la solidarité et aux réseaux des associations ainsi que des dizaines de personnes qui hébergent chez elles.

A Poitiers : un hébergement d'urgence sous-dimensionné et inadapté

- Malgré son augmentation, le nombre de places en hébergement d'urgence (après appel au 115) reste insuffisant et chaque soir des personnes dorment à la rue.
- Les personnes hébergées la nuit (mais à la rue de 10h à 16h30) doivent quitter le centre au bout d'une semaine.
- L'insuffisance des places s'accompagne donc d'une discontinuité dans l'accueil augmentant la précarité.

➔ Et pourtant la loi...

La loi prévoit un droit inconditionnel à l'accueil d'urgence :

«toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès à tout moment à un dispositif d'hébergement d'urgence»

(art. L.345-2 -2 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

DNSI, comme toutes les associations de solidarité, est de plus en plus sollicitée par des personnes ou des familles qui se retrouvent à la rue, « bénéficiant » ou pas du 115.

DNSI demande à Madame la Préfète : de faire respecter la loi, de prendre en urgence des mesures pour assurer de manière permanente un accueil digne de toutes les personnes à la rue.

DNSI s'adresse aussi à la municipalité de Poitiers parce qu'il existe de nombreux logements vides dont certains pourraient être mis à la disposition du «115» afin de répondre à la détresse sociale de nombreuses familles.

Mais la situation des personnes migrantes est rendue toujours plus difficile par leur maintien dans un état de précarité totale. Pas de papier c'est pas de logement, pas de travail, pas de droits sociaux... La seule solution est la régularisation des celles et ceux qui le demandent et la liberté d'aller et venir.

Il n'y a pas d'invasion

C'est bien la politique de fermeture des frontières qui pose problème et non la soi-disante invasion. Contrairement à ce que clame l'extrême droite (et pas qu'elle), les flux migratoires n'ont pas changé ces 50 dernières années. Ils représentent environ 3% de la population mondiale. Dans leur très grande majorité les migrant.e-s migrent dans leur propre pays (vers une zone moins dangereuse) ou dans un pays frontalier. Ce sont les pays dits en voie de développement qui accueillent le plus de migrant.s et non les pays dits développés comme ceux de l'Europe.

Ni mur ni barbelé

Aucun mur n'empêchera les migrations. Il ne fait qu'en rendre le coût humain et financier plus élevé. Aujourd'hui plus de 3 millions de français vivent à l'étranger. Ils peuvent aller et revenir sans difficultés. La réciproque doit-être possible. L'union européenne forte de ses plus de 500 millions d'habitants peut accueillir sans péril des hommes et des femmes, contraints de partir à cause des guerres, des persécutions, de la montée des eaux, de la famine ou qui veulent tout simplement changer d'air.

Le bouc émissaire

La recette est partout la même. La seule réponse des gouvernants face à la crise économique et aux sociétés qui vont mal c'est de désigner l'étranger comme responsable de tous nos maux. Il s'agit de détourner le mécontentement contre les migrants. Tout cela favorise la montée du racisme et des nationalismes pour en faire le fonds de commerce de l'extrême droite et du populisme.